

**A bas l'état d'urgence sanitaire !
Réquisition des laboratoires pharmaceutiques !
Interdiction des licenciements ! Défense des services publics !
Abandon du projet de loi « sécurité globale »
Ces mots d'ordre imposent de s'organiser pour chasser
Macron sans attendre 2022 !**

La colère monte contre la politique de Macron et son gouvernement

Macron-Castex ont montré leur incapacité à gérer la crise sanitaire pour protéger la population. Après le manque de masques et alors qu'ils continuent de fermer des lits d'hôpitaux, c'est la pénurie de vaccins. C'est le résultat de leurs choix politiques.

Ce gouvernement est là pour défendre les intérêts capitalistes, totalement opposés à ceux des salariés et de la jeunesse. Il cherche à protéger le profit privé et non la santé des gens. Il distribue des milliards pour les entreprises qui par ailleurs multiplient les plans sociaux. Le chômage augmente et la misère la plus crasse touche des couches de plus en plus importantes de la population et notamment dans la jeunesse, chez les étudiants.

Des luttes ont explosé çà et là contre les licenciements. Dans de nombreux secteurs, des mobilisations surgissent comme dans la santé pour la défense du service public, dans l'énergie contre le plan Hercule de casse et privatisation d'EDF, dans l'éducation nationale, dans la culture ...

Chez Sanofi, ce sont 400 suppressions de postes dans la recherche qui sont programmées après avoir supprimé 3 000 postes en 5 ans et versé 4 milliards de dividendes en 2020.

La question de l'expropriation des groupes pharmaceutiques est posée. Il faut instaurer un contrôle ouvrier sur la production et la distribution des médicaments et des vaccins. Il faut interdire la facturation à l'acte et imposer l'ouverture de lits d'hôpitaux par milliers. Cela passe par l'abrogation de la loi Bachelot, la gestion par les salariés des caisses de sécurité sociale et le contrôle de l'argent public.

Le gouvernement fragilisé poursuit sa politique antisociale

Macron et le gouvernement sont de plus en plus isolés. Certes le Parlement a de nouveau voté le 20 janvier pour prolonger l'état d'urgence sanitaire, mais l'unité nationale se fissure. En mars 2020 le vote était unanime, ce n'est plus le cas. La déroute aux élections municipales ne passe pas et la crainte d'une nouvelle défaite aux régionales attise les dissensions au sein de la majorité.

Pour remplir sa fonction de défense des intérêts de la bourgeoisie française, lui garantir son taux de profit et, in fine, espérer lui présenter un bon bilan en vue d'une réélection en 2022, Macron accélère les réformes : assurance chômage, retraites, plan Hercule à EDF, poursuite des fermetures de lits dans les hôpitaux, casse des Finances Publiques ...

Le 25 janvier, Elisabeth Borne, Ministre du Travail, a reçu l'ensemble des organisations syndicales et patronales pour relancer les discussions sur la réforme de l'assurance chômage. L'objectif annoncé est de faire 3,9 milliards d'économies sur le dos des chômeurs !

Dans la Fonction Publique, la loi dite de Transformation de la Fonction Publique votée en août 2019 brise le statut, introduit le recrutement massif de contractuels et la mobilité forcée, liquide les CHS-CT et vide les CAP de leurs prérogatives. Pourtant ils veulent aller encore plus loin. Le projet de loi « 4D » entend organiser la « différenciation territoriale » et introduire la possibilité pour des « territoires » de déroger à la loi nationale.

Par ailleurs le projet de loi « sécurité globale » est l'outil dont le gouvernement veut se doter pour réprimer les futurs mouvements sociaux. Fin 2020 il a d'ailleurs publié des décrets pour ficher les appartenances syndicales et politiques ... Il comprend bien qu'il est assis sur une poudrière et il anticipe. Il craint la révolte comme cela se passe au Liban ou aux Pays-Bas.

Un gouvernement sans opposition constituée

Fragilisé politiquement, assis sur une poudrière sociale, en proie à la crise sanitaire et économique, le gouvernement peut poursuivre sa politique car il ne fait face à aucune opposition, politique ou sociale, qui cherche à organiser dans l'unité la riposte ouvrière.

En mars l'état d'urgence voté à l'unanimité a donné les pleins pouvoirs à Macron pour gouverner par décrets et ordonnances. C'est dans le huis clos du conseil de défense que Macron prend seul les décisions, balayant les maigres velléités démocratiques d'un Parlement croupion. Les institutions de la Vème République écrasent les droits démocratiques élémentaires.

Cette même unanimité s'est trouvée également pour voter la loi dite « d'urgence sanitaire » qui a donné des milliards de cadeaux aux entreprises. Mélenchon le 19 mars déclarait ainsi dans l'hémicycle « Nous allons voter votre loi telle qu'elle est là, non pas parce que nous pensons qu'elle est suffisante (sic !) mais parce que nous ne voulons rien bloquer ».

Il en va de même avec le PS et le PCF qui ont voté à l'identique et refusent avec LFI d'ouvrir, sur la base d'un programme commun de défense des travailleurs par exemple, la moindre perspective politique.

Sur le plan syndical, alors que la colère sociale monte, les appareils syndicaux ont cantonné jusque-là les mobilisations par secteur.

La CGT a raison d'appeler à une grève interprofessionnelle le 4 février, mais sur quelle base ? La journée est convoquée pour faire pression sur le gouvernement, pas pour engager une lutte pour le vaincre et le chasser. Or, tant qu'il sera là, il n'aura de cesse de remettre en cause les acquis et droits des salariés, de chercher à leur faire payer les milliards donnés aux capitalistes, de faire baisser la valeur de la force de travail en diminuant le salaire, direct et différé. Nos intérêts sont inconciliables, il ne peut y avoir d'accord. Il faut donc cesser toute concertation avec lui et organiser la mobilisation.

Front unique pour vaincre et chasser Macron sans attendre 2022 !

Alors que le gouvernement a un genou à terre, c'est le moment d'organiser les colères populaires, de leur offrir une perspective pour en finir avec cette politique. Les responsables politiques et syndicaux doivent lancer dans l'unité les mots d'ordre qui uniront les travailleurs du privé et du public contre la politique du gouvernement :

- **A bas l'Etat d'urgence sanitaire ! Réquisition des trusts pharmaceutiques !**
- **Interdiction des licenciements !**
- **Retrait définitif de la réforme des retraites, de l'assurance chômage !**
- **Abandon de la loi « sécurité globale » !**
- **Défense des services publics : Abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publiques, Abandon du projet de loi « 4D », Abandon du plan Hercule chez EDF, du plan de liquidation des Finances Publiques ...**
- **Arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique, des fermetures de lits d'hôpitaux !**

Il n'y a rien à négocier avec un gouvernement qui défend les intérêts du capital ! A l'inverse, sur cette base il faut engager dans l'unité le combat pour le vaincre et le chasser.

Les militants organisés autour du groupe Révoltes cherchent à œuvrer pour imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils soient à notre service, pour que les travailleurs se réapproprient leurs organisations de classe.

De même, Révoltes entend participer à sa juste mesure à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et offrir un cadre de discussion, d'élaboration et d'intervention en ce sens.